

Mexique, les racines de l'actualité ou la violence et ses liens avec les politiques ultralibérales conduites en Amérique du Nord

mardi 4 août 2015, par Pierre-Luc Abramson

Quand on considère l'actuelle situation du Mexique, ce qui, d'abord, saute aux yeux, c'est l'incroyable niveau de violence et d'insécurité qui règne dans le pays et qui est dû au trafic de drogue. Certes, le Mexique a toujours été un pays violent, mais si on ne se mêlait pas de politique, de questions sociales ou d'affaires d'amour, le pays était très sûr, beaucoup plus que le Texas. La violence actuelle est omniprésente et il n'y a pas de région qui en soit indemne, même si le phénomène est plus intense dans le nord du pays.

Pour se rendre compte de l'ampleur dudit phénomène, on citera d'abord quelques chiffres, tirés principalement de la presse mexicaine, du *Monde diplomatique* [1], et du livre proprement terrifiant du journaliste anglais, célèbre correspondant de guerre, Ed Vulliamy, livre intitulé *Amexica, war along the borderline*, qui a été traduit en français en 2013, chez Albin Michel, sous le simple titre, un peu édulcoré, d'*Amexica*. Malgré cette traduction abominable, aussi bien du texte anglais que des documents rédigés en espagnol, il s'agit d'une lecture indispensable pour tous ceux qui souhaiteraient creuser la question. Mais revenons aux chiffres. On calcule, par exemple, que, durant le sexennat de président Felipe Calderón, de 2006 à 2012, le nombre des victimes de la guerre contre la drogue et de la guerre entre les cartels de trafiquants eux-mêmes oscille entre 56 000 et 60 000, auxquelles il faut ajouter le chiffre officiel, largement minoré, de 2888 soldats ou policiers morts les armes à la main ; au total, pour cette période, plus que dans tous les combats du Moyen-Orient, si l'on ne tient pas compte évidemment des victimes désarmées des manifestations contre Bachar el-Assad. Entre 2006 et aujourd'hui on est largement – me semble-t-il – au-dessus de 100 000 victimes. Il est tout à fait naturel que la violence soit plus intense dans le nord du pays que dans le reste de la République, car le contrôle de la frontière avec les États-Unis est un enjeu vital pour les narcos. Il leur permet de passer plus facilement la drogue vers le nord et d'acheter librement, et même légalement, des armes sur le marché états-uniens, au Texas particulièrement où la législation est encore plus laxiste qu'ailleurs. Il me semble que le président mexicain Miguel de la Madrid a résumé parfaitement le fondement de la situation. Quand Ronald Reagan lui avait reproché le fait que le Mexique était un *trampolín* – c'est-à-dire un tremplin, un plongeur – pour la drogue qui se déversait aux États-Unis, il avait répondu avec esprit : « S'il y a un plongeur, il doit y avoir une piscine ».

Il faut maintenant tenter de comprendre comment on a pu

atteindre au Mexique un tel degré de violence et de barbarie ; comment l'État mexicain, qui, depuis les temps de Don Porfirio, n'a jamais eu la réputation d'être un État faible, a pu perdre le contrôle d'une partie de son territoire, même un port stratégique comme le port de Lázaro Cárdenas, dans le Michoacán, sur le Pacifique. On imagine très bien les avantages que les trafiquants peuvent retirer de leur mainmise sur la ville et sur ses installations portuaires. À ce sujet, il existe une estimation d'Edgardo Buscaglia, expert en affaires de crime organisé auprès de l'ONU, qui calcule que, en 2008, 60 % des *municipios* du pays étaient « captés ou féodalités » par le narcotrafic ; et, aujourd'hui, il est sûr que la situation doit être pire. Cela signifie, par exemple, que ce sont les narcos qui désignent les maires, les chefs de la police ou les députés. Mon hypothèse personnelle est que tout a commencé, de façon sournoise, avec le triomphe de la rébellion castriste à Cuba, en 1959. La Révolution cubaine a eu pour effet de déplacer les voies traditionnelles d'approvisionnement en drogue du marché états-uniens. Il faut se souvenir de ce qu'était la Cuba de Fulgencio Batista : un immense tripot, un immense bordel sous le ciel des Caraïbes et sous le contrôle de mafia américano-sicilienne, associée, bien sûr, au dictateur et à ses compères. Le Mexique, qui, à l'époque, se contentait de produire de la marijuana pour son marché intérieur, devint alors une étape inévitable et stratégique sur la route des dérivés de la coca, entre l'Amérique andine, zone de production, la Colombie, zone des laboratoires de transformation, et les régions de consommation, États-Unis, Canada, Europe (il s'agit bien sûr d'une présentation schématique du trajet des stupéfiants). Au bout de vingt ans, la société mexicaine tout entière s'est retrouvée pénétrée par cette économie souterraine qui, depuis, n'a cessé de croître au point d'impliquer, dans certaines zones, des sommes équivalentes ou supérieures à celles que comporte l'économie officielle. La pénétration de la drogue en est arrivée au point d'impliquer dans son trafic les trois derniers présidents mexicains issus du Parti révolutionnaire institutionnel – le PRI –, particulièrement

l'avant-dernier, Carlos Salinas de Gortari, dont le frère, Raúl, a passé dix ans en prison et possédait un compte en banque à Genève qui présentait le modeste solde de 160 millions de dollars.

Sous ces derniers sexennats du PRI, la situation était devenue insupportable, aussi bien pour le peuple mexicain, accablé par la misère et les élections grossièrement falsifiées, que pour les gouvernements états-unis, qui ne pouvaient tolérer ni la croissance de la consommation de drogue dans leur pays, ni les débordements de la violence sur leur propre sol. La seule solution qui restait, aussi bien pour les Mexicains que pour lesdits gouvernements, était de changer la direction politique du pays et remplacer le PRI, qui gouvernait le pays depuis 1929 (au début sous d'autres noms, PNR et PRM) par le Parti d'action nationale, le PAN ; et cela conduit à explorer un autre versant de l'histoire du Mexique au siècle passé.

D'où sort ce parti qui exerça le pouvoir entre 2000 et 2012, à travers deux présidents, successivement Vicente Fox Quesada, pour le premier sexennat, et Felipe Calderón Hinojosa pour le suivant ? Il faut savoir que ce parti, fondé en 1939, est le dernier rejeton vivant de la contre-révolution des Cristeros, une espèce de chouannerie des paysans du centre-ouest du pays, qui dura de 1925 à 1930 et qui eut pour épice la région des Altos de Jalisco et le petit État de Colima. La rébellion des Cristeros, nommés ainsi à cause de leur cri de guerre « ; *Viva Cristo rey !* Vive le Christ roi ! », fut consciemment déchaînée par l'Église qui, avec l'application brutale, aveugle, et démagogique, des articles concernant les rapports entre l'Église et l'État dans la constitution de Querétaro de 1917, était en train de perdre son influence sociale et économique. Il est inutile d'entrer dans les détails du parcours des droites cléricales mexicaines, depuis la déroute de la *Cristiada* – on nomme souvent ainsi la rébellion des Cristeros – jusqu'à l'année 2000. Il suffit d'indiquer les principales étapes : 1929, échec de la candidature à la présidence du philosophe José Vasconcelos, un grand intellectuel révolutionnaire qui, écœuré par la corruption des profiteurs de la révolution, était passé dans l'autre camp ; 1937-1942, apogée et décadence de l'Union nationale synarchiste, le parti fasciste mexicain, les tristement célèbres « chemises dorées » ; 1939, fondation du PAN, une fraction plus bourgeoise et plus présentable de ces mêmes droites cléricales qui, en outre, eut l'habileté de ne pas manifester une sympathie ouverte pour Hitler et Mussolini ; et, depuis cette date jusqu'à l'année 2000, quand le PAN arrive enfin au pouvoir, ce parti survit en tant que pseudo-opposition à la toute-puissance du PRI. En effet, non seulement le PRI contribuait généreusement aux finances du PAN, mais il lui laissait aussi, de temps en temps, quelques postes de maire ou de député et même, à plusieurs reprises, le gouvernement de l'État du Nuevo León, dans l'extrême nord du pays, collé à la frontière texane, tout cela afin de se donner un genre démocratique vis-à-vis de l'opinion internationale, états-unienne en particulier. Or, l'État du Nuevo León a pour capitale la grande ville de Monterrey, la seconde ou la troisième du pays en nombre d'habitants, mais la première en ce qui concerne l'activité industrielle. Cette activité, principalement la sidérurgie, était tournée vers le reste du pays,

au sud, mais aussi vers le nord, vers le proche marché états-unien. On comprend donc pourquoi les élites panistes, principalement originaires du Nuevo León, ont dû abandonner progressivement leur conservatisme ultra-catholique, antiaméricain et hispanophile pour adopter un libéralisme bon teint de type anglo-saxon. Ce personnel politique, secondaire numériquement, mais influent jusque dans les rangs du PRI, en est arrivé à favoriser la signature, à la fin de l'année 1994, du *Tratado de Libre Comercio* avec les États-Unis et le Canada, appelé aussi en français ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) et en anglais NAFTA (*North American free trade agreement*). Très naturellement, quand les États-Unis se sont vus dans l'obligation de changer de cheval au Mexique, ils ont eu recours au PAN ; je veux dire qu'ils ont favorisé par tous les moyens son accession au pouvoir, d'autant plus qu'il existait alors au Mexique un troisième parti, antilibéral et anti-impérialiste, lui aussi susceptible d'accéder au pouvoir, le Parti révolutionnaire démocratique, dirigé par Cuaútemoc Cárdenas (le fils du général) ; tant il est vrai que, depuis les années 1950, personne ne peut gouverner ce pays sans l'agrément de son puissant voisin.

Or, quelles furent les exigences des *gringos* envers leurs nouveaux fondés de pouvoir au sud du Río Grande ou Bravo ? Il n'y en eut que deux : appliquer intégralement le TLC et en finir avec le trafic de drogue. C'est le second président issu du PAN, Felipe Calderón, un homme personnellement honnête – je crois –, qui dut se plier à la seconde exigence, qui avait du reste des justifications éthiques indéniables, même si elle impliquait des arrière-pensées moins avouables. Outre que les États-Unis étaient plus qu'irrités par les dégâts de la drogue et de son commerce sur leur propre territoire, ils voulaient aussi appliquer au Mexique un nouveau *Plan Colombia*, c'est-à-dire contrôler étroitement, sous couvert de lutter contre la drogue, la vie politique et économique du pays et, en outre, dans le cas mexicain, la politique étrangère du pays qui, jusqu'aux années 1980-1990, avait toujours été relativement indépendante de celle de Washington, par exemple en refusant d'appliquer le blocus de Cuba. Le président Calderón se trouva alors dans l'obligation de déclarer une guerre sans pitié aux cartels de la drogue et de lancer dans la bataille la quasi-totalité des forces militaires et des forces policières disponibles. Évidemment, la violence redoubla d'intensité et de cruauté. Chaque jour apparaissaient – et cela continue encore aujourd'hui – des corps écorchés, décapités, violés, émasculés, sans que l'on sache si les victimes de la terreur avaient été immolées par les *sicarios*, les tueurs des cartels, ou par des éléments des forces armées. Si l'on compare les cartels mexicains, et notamment les pires, les abominables Zetas, avec Daesh, ces fanatiques religieux restent encore des enfants de chœur. Mais comment gagner une guerre de ce genre quand toute la société est pénétrée par l'argent de la drogue, depuis les ministres et les juges jusqu'au plus humble policier municipal, depuis les généraux jusqu'au simple soldat ? Comment gagner cette guerre quand les milices des cartels se pavanent avec un armement ultra-moderne et sont entraînées par des déserteurs de l'Armée fédérale ? Comment vaincre quand les seules unités plus ou moins fiables, celles de

l'infanterie de marine, pratiquent le rapt et la torture et tirent sur tout ce qui bouge ? Dans ces circonstances, on comprend très bien que, pour compenser leur faiblesse militaire et satisfaire aux exigences de leurs voisins du nord, et accessoirement de l'opinion, il ne restait plus aux gouvernements mexicains qu'à se lancer dans la mise en scène et à feindre des arrestations de narcos. Des affaires comme celle de Florence Cassez se sont multipliées depuis 2006. Six ans plus tard, le corps électoral mexicain, épuisé et désespéré par tant d'horreurs a cru pouvoir sortir de cette impasse en rappelant au pouvoir un président du PRI, l'actuel, Enrique Peña Nieto. Beaucoup de gens ont pensé que les temps heureux de Carlos Salinas de Gortari et d'Ernesto Zedillo allaient revenir, quand politiciens corrompus et narcos se partageaient de façon plus pacifique l'argent de la drogue. Cependant, même si on a enregistré, dans les premiers temps de ce sexennat, une légère baisse des violences les plus atroces, l'insécurité quotidienne, celle de la rue notamment, continue à croître.

L'abominable crime d'Iguala, en septembre 2013, – la liquidation de quarante-trois étudiants, élèves de l'École normale rurale du secteur – apparaît à la fois comme une exception par rapport à ce que je viens de dire et comme le symbole d'une nouvelle normalité dans les rapports entre le monde politique et le trafic de drogue. C'est une normalité qui se caractérise par l'effacement de toute frontière entre les deux univers, même celle des armes – personne ne peut savoir qui est qui et où se trouve le front – ; effacement des frontières également entre l'économie officielle et l'économie souterraine, entre un aimable voisin et un sicaire sadique. Parmi toutes les questions angoissées que se posent les Mexicains, il en est une, particulièrement fréquente dans la classe moyenne et qui est la suivante : « Mais qui est vraiment ce type qui m'a prêté sa tondeuse à gazon ? » ; « mais qui est ce gars qui participe au ramassage des enfants pour les accompagner à l'école ? ».

Il y a un dernier point qu'il faut examiner maintenant, à savoir quels sont les fondements de cette situation ? Indubitablement, le nœud de la question, ce qui a accéléré la conquête du pays par les narcos, c'est la signature du TLC par le Mexique en 1994. Il y a dans ce traité de libre commerce deux clauses implacables et léonines : la première est la fin définitive de la Réforme agraire (accessoirement, l'application de cette clause a déclenché la rébellion néo-zapatiste du Chiapas) ; et la seconde est la fin de ce que le TLC nomme – exactement comme dans les traités européens – des « distorsions de concurrence ». Cette seconde clause se décline sous trois aspects : 1) cessation des aides de l'État aux produits de première nécessité, maïs, huile, savon, etc. ; 2) fin de toute politique volontariste d'industrialisation de la part de l'État, ce qui a eu pour effet de réduire l'industrie mexicaine aux *maquiladoras* de la frontière nord et du Yucatan, grosses consommatrices de main-d'œuvre à bas prix ; et enfin, troisième aspect – il ne pouvait manquer –, privatisation des secteurs nationalisés, particulièrement du secteur de l'énergie, pétrole et électricité, dans lesquels les sociétés d'État mexicaines obtenaient de bons résultats. L'aboutissement de toutes ces « réformes » fut d'arrêter la croissance de la classe moyenne, d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres, et de

créer un terrain qui nourrit la violence et la narco-économie. En dernière analyse, la seule sécurité sociale qui reste aux chômeurs, aux sans-terres et aux misérables de toute catégorie, c'est celle que les cartels offrent à leurs affidés.

Il faut maintenant revenir sur le crime d'Iguala, parce qu'il semble révélateur d'un aspect peu commenté de l'histoire et de l'actualité mexicaines. Pour comprendre cet événement révoltant, il faut avoir à l'esprit deux faits : d'une part, les politiques économiques ultra-libérales conduites par les divers gouvernements mexicains depuis 1994, quelle que soit leur couleur politique ; d'autre part, le fait que, depuis l'aube du XX^e siècle, le libéralisme mexicain se caractérise par la haine de la Révolution et de son héritage, c'est-à-dire la haine de l'interventionnisme étatique et la haine contre certaines politiques sociales, agraires et culturelles qui, selon les périodes et les rapports de force, eurent parfois des aspects progressistes indéniables. Il s'agit, en fait, d'une haine tournée contre tout ce qui, en dernière analyse, garantissait la prorogation du pouvoir du PRI, du Parti révolutionnaire *institutionnel* – je souligne –, et de la caste d'arrivistes et de profiteurs qui le dirige depuis son origine. Se réclamer de la Révolution et montrer, de temps en temps, que c'était vrai fut – selon moi – plus efficace pour assurer le très long règne du PRI que les grossières tricheries électorales qui sont sa marque de fabrique. Or, qui a-t-on assassiné à Iguala ? Des étudiants de l'École normale rurale du village voisin d'Ayotzinapa. Ces écoles, dont il ne reste que quinze, en tout et pour tout, dans le pays, font partie des rares vestiges de l'héritage révolutionnaire. Elles ont été fondées en 1921 par le président Álvaro Obregón et par son ministre de l'Éducation publique, José Vasconcelos. Il s'agit de former des maîtres d'origine paysanne qui, pour enseigner à d'autres paysans, doivent être eux-mêmes de bons agriculteurs. Ainsi, lesdites écoles se maintiennent en partie, grâce à leurs propres terrains agricoles. Elles dépendent aussi, évidemment, des subsides de l'État, des crédits qui, chaque année, diminuent davantage. Précisément, le 26 septembre 2013, les normaliens d'Ayotzinapa s'étaient rendus à Iguala pour demander aux autorités et à la générosité des citoyens les fonds indispensables à la survie de leur école. À leur arrivée, ils furent arrêtés par la police qui les livra aux sicaires, puis ils furent conduits dans un champ, attachés à des pneus et brûlés vifs. À la suite de cet échange de service typique entre narcos et politiciens véreux, le gouvernement et les caciques locaux ont déclenché une campagne de calomnies et d'insultes contre les écoles normales rurales, traitées de « pépinières de guérilleros », de « repaires de révolutionnaires marxistes » ou de « délinquants nostalgiques de la Révolution ». Il semble justement que c'est à Iguala qu'on a éteint les dernières lueurs de la Révolution mexicaine et qu'on a ouvert un nouveau cycle dans l'histoire du pays, le règne absolu de la violence et de l'argent.

Puisque l'on parle d'argent, il ne faut surtout pas oublier qu'au cœur de la narco-économie mexicaine se trouve une question centrale, d'une très grande portée, malgré son apparence technique : que deviennent les énormes sommes générées par le crime organisé ? Des sommes estimées à 40 ou 50 milliards de dollars pour les années 2010, 2011 et 2012. On peut comparer

ces sommes avec le montant des exportations pétrolières du pays qui, pour ces mêmes années atteignait 25 milliards de dollars. Je crois que l'on sait parfaitement à Attac à travers quels circuits, quels paradis fiscaux, quels comptes en banque anonymes, en Suisse ou à Singapour, quelles sociétés écrans, l'argent sale devient propre et aboutit exactement là où les narcos veulent le dépenser ou l'investir. Inutile donc de parler du rôle de célèbres banques états-uniennes ou françaises, ou encore de celui des lessiveuses du Grand-Duché du Luxembourg. Il suffit de souligner, dans le cas mexicain, le rôle des multiples maisons de change locales qui appartiennent directement aux cartels (chaque cartel a les siennes) et qui constituent la première étape sur le chemin de l'argent sale et puis, surtout, il faut insister sur le rôle de la HSBC. À ce sujet, il faut rappeler que la *Hong Kong and Shanghai Bank Corporation* est liée historiquement au trafic de la drogue. Elle fut fondée en 1865 à Hong Kong avec les fonds privés qui avaient servi à financer la seconde Guerre de l'opium, c'est-à-dire l'ouverture à coups de canon du marché chinois pour l'opium fabriqué dans l'Empire britannique des Indes. Elle a financé longtemps – ouvertement au début – le trafic des stupéfiants et elle est toujours la banque favorite des triades chinoises. Elle a, du reste, été condamnée en 2012 aux États-Unis à une amende (légère au regard de son chiffre d'affaires) de 2 milliards de dollars, pour blanchiment d'argent sale, c'est-à-dire, en grande partie, de l'argent des

narcos mexicains. Au total, c'est plus de 400 milliards de dollars qui se sont répandus ainsi au Canada, aux États-Unis et en Europe, sans le moindre contrôle et hors de toute fiscalité, cela va de soi. C'est dire à quel point ce qui se passe au Mexique affecte l'économie mondiale et nous concerne tous.

Malgré tout ce qui précède, je ne désespère pas de l'avenir du pays, et les dernières élections, qui ont vu l'arrivée au pouvoir de mouvements civiques dans les grandes villes, en dépit des meurtres, des menaces et des fraudes, me donnent raison. En effet, face au désastre, la société mexicaine donne chaque jour les preuves d'une incroyable vitalité et d'une solidarité impeccable, qui va des relations quotidiennes entre parents, entre compères ou entre voisins, jusqu'au niveau politique et social, une solidarité qui se traduit par d'innombrables actes d'abnégation et par le refus d'abandonner l'action sociale collective. Avec la seule aide de certains secteurs de l'Église catholique, influencés par la théologie de la libération, et des quelques groupes de gauche, les Mexicains ont su organiser de courageuses protestations et ils ont manifesté des capacités d'autodéfense et d'auto-organisation, aussi bien face à la misère que face à la violence, tout à fait exceptionnelles. Ils savent définitivement que le vrai coupable est l'État mexicain, le premier narco-État de l'histoire, le seul responsable de la misère et de la barbarie.

Notes

[1] Notamment des articles de Jean-François Boyer publiés dans les numéros de mars 2011, juillet 2012 et mars 2014, ainsi que l'article de Rafael Barajas et Pedro Miguel de décembre 2014.